

Note de Synthèse SE COSOP décembre 2009

Introduction

La note de synthèse sur le SE COSOP a comme but d'informer des progrès réalisés sur la mise en œuvre du COSOP 2007-2012 à Madagascar et d'appuyer la revue annuelle. La note présente les résultats du programme pays pour les quatre dernières années et ces futures orientations, notamment par rapport à la mise en œuvre des nouveaux projets, PROSPERER, AROPA, et PARECAM.

Vue d'ensemble du Système SE COSOP

Le système SE COSOP a été mis en place à Madagascar afin de mieux comprendre les résultats et l'impact du programme pays. Le système a été construit à partir de données soigneusement sélectionnées et agrégées pour chacun des projets.

Les données susmentionnées sont ensuite enregistrées dans le système SEGS (mis en place en 2007/2008). Des indicateurs clés sont définis à partir du cadre logique de chaque projet. Ils seront utilisés par la suite pour renseigner sur l'avancement des objectifs principaux et spécifiques des projets. Les indicateurs une fois insérés dans le système SE COSOP, permettent d'effectuer une analyse globale de l'ensemble des projets. Le système SE déjà existant pour chaque projet a permis de travailler sur des données remontant jusqu'à 2001/2002.

L'analyse consiste à interpréter l'observation des tendances des indicateurs clés des projets associés aux objectifs principaux du COSOP et pour les indicateurs des trois objectifs spécifiques, à savoir : i) amélioration de la gestion des risques, ii) amélioration des revenus des ruraux pauvres, et iii) professionnalisation des petits producteurs afin de les associer plus étroitement au développement économique et politique du pays.

Le tableau SE COSOP a été révisé en octobre 2009 pendant l'atelier SE qui s'est tenu à Morondava et des améliorations ont été apportées au système afin de faciliter son utilisation. La qualité des rapports semestriels des projets sur lesquels repose la note COSOP a considérablement augmentée pendant le deuxième semestre de 2009. Les rapports sont moins descriptifs et plus analytiques. Les faiblesses et forces des interventions deviennent plus palpables arrivant ainsi à mieux informer les Plans de travaux annuels.

Contexte Actuelle du Pays

La crise politique a persisté au cours de l'année 2009. On note un début d'affaiblissement de l'appareil administratif et également un début de récession de l'économie. L'agriculture constitue le principal secteur qui a joué un rôle d'amortissement par rapport au ralentissement de l'économie générale. Par ailleurs, la situation continue d'être calme sur le terrain. Cela permet de poursuivre la mise en

œuvre technique des projets en cours. Le quasi ensemble des responsables techniques au sein de ministère en charge de l'agriculture et celui des finances demeurent à leur poste. Cette continuité a beaucoup facilité la mise en œuvre des activités des projets.

Les changements institutionnels suivants ont eu un impact sur l'atteinte des objectifs du programme-pays en 2009: (i) l'éclatement du Ministère de tutelle MAEP en trois Ministères distincts et indépendants: Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Élevage et Ministère de la Pêche; (ii) la défection de certains bailleurs co-financeurs ou la suspension de certains programmes/projets en amont ou en aval des activités des projets FIDA; (iii) les difficultés à réaliser les missions de suivi durant les 3 premiers mois de l'année; (iv) les risques de politisation des activités requérant ainsi beaucoup plus d'attention et de discrétion de la communication.

Les actions concertées des partenaires techniques et financiers pour faire face à la crise alimentaire de 2008 ont permis de soutenir les initiatives du Ministère en charge de l'agriculture à stabiliser les prix des denrées alimentaires. Cependant, Madagascar a besoin de continuer le renforcement de sa résilience aux fluctuations des prix des produits vivriers et renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables. La programmation des interventions a du prendre en compte ce besoin en renforçant les investissements productifs pour consolider l'équilibre fragile en sécurité alimentaire tout en renforçant en même temps l'aval des filières.

Analyse des Indicateurs COSOP

Le programme pays du FIDA a été conçu en concertation avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers et a donné lieu à l'établissement du COSOP sur la même période que le MAP (2007-2012). Comme indiqué dans le COSOP, il comporte un objectif stratégique principal « *Promouvoir le développement régional par une approche inclusive en faveur des pauvres, afin que les ménages les plus vulnérables puissent profiter de la croissance économique en milieu rural et améliorer leurs conditions de vie* » et trois axes stratégiques secondaires: (i) Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services; (ii) Améliorer les revenus des ruraux pauvres par la diversification des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural; et (iii) Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques.

Le FIDA est reconnu à Madagascar pour son expertise dans les activités productives agricoles (PHBM : 1996-2008) et possède des avantages comparatifs dans ce domaine (PPRR, Ad2M, PROSPERER, AROPA). Le suivi de la recommandation de la revue en décembre 2008 sur le renforcement des activités d'appui à la mise en valeur durable de la base productive est en bon train avec des résultats visible sur la production et les infrastructures. Cependant les difficultés en matière de gestion identifiées par la revue 2008 persistent toujours. Elles sont essentiellement liées avec les retards en matière de programmation et de passation des marchés causés par une maîtrise insuffisante de ces derniers par les équipes des projets.

Pour ce qui concerne l'harmonisation du programme pays avec le programme sectorielle agricole nationale (PSA), la conjoncture sociopolitique actuelle a conduit à mettre en attente cette activité. Considérant en plus que les élections nationales sont

prévues au courant de l'année 2010, une réduction des activités liées au dialogue politique est en prévision. Cependant, la feuille de route du processus de finalisation du PSA, les groupes de travail par sous-programmes et les missions d'accompagnement sont en place.

Au 31 décembre 2009, le programme pays comprend 4 projets sur un prêt total d'environ USD 65 million, dont 3 des projets sont aussi munit d'un don montant d'USD 17 million. Cela inclut le projet PARECAM, financé par la facilité de sécurité alimentaire de l'Union Européenne. Ce nouveau projet à connu un démarrage rapide en utilisant les dispositifs des projets en cours. En effet, ce dernier a permis au Programme pays de doubler son décaissement en 2009 par rapport à 2008 (voir Figure 1). Le Programme pays à travers ses projets à atteint et même voir dépassé la moyenne de l'aide publique au développement, qui était d'USD 45 par personne à Madagascar en 2008 (voir Figure 3). Le nombre total de bénéficiaires atteint maintenant 43% de la valeur prévisionnelle (environ 1.6 million, soit plus de 10% de la population rurale de pays). (Voir Figure 2)

La bonne performance de décaissement du programme pays est liée surtout au projet PARECAM qui est une intervention spécial, caractérisé par : (i) une durée de vie courte (2 ans) et des impacts significatifs et rapides qu'il veut avoir sur la production vivrière et la sécurité alimentaire ; et (ii) une mise en place très rapide et effective, malgré le contexte politique difficile. Il a apporté des réalisations physiques impressionnantes par rapport aux aménagements hydro-agricoles.

Cependant le défi des projets reste toujours d'augmenter d'une façon significative et durable la capacité des organisations des petits producteurs à accéder : (i) aux services d'appui et (ii) au dialogue politique.

Figure 1 : Décaissement des Projets (DTS)

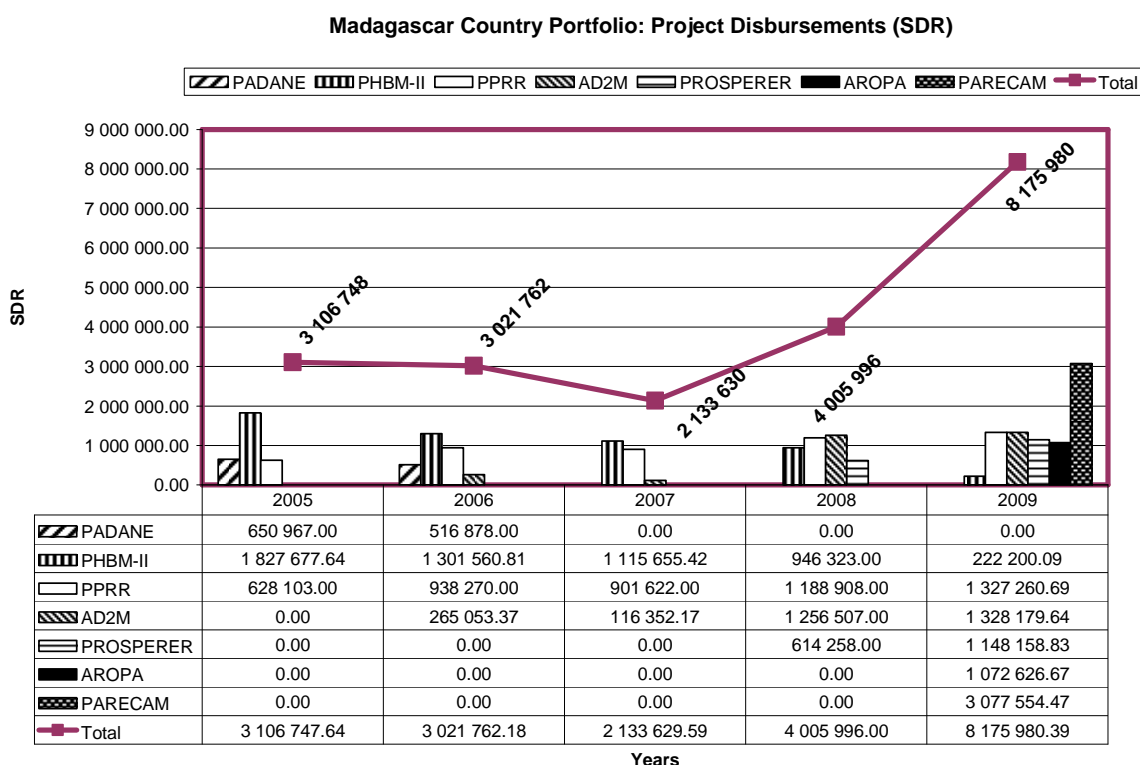


Figure 2 : Total nombre de bénéficiaires

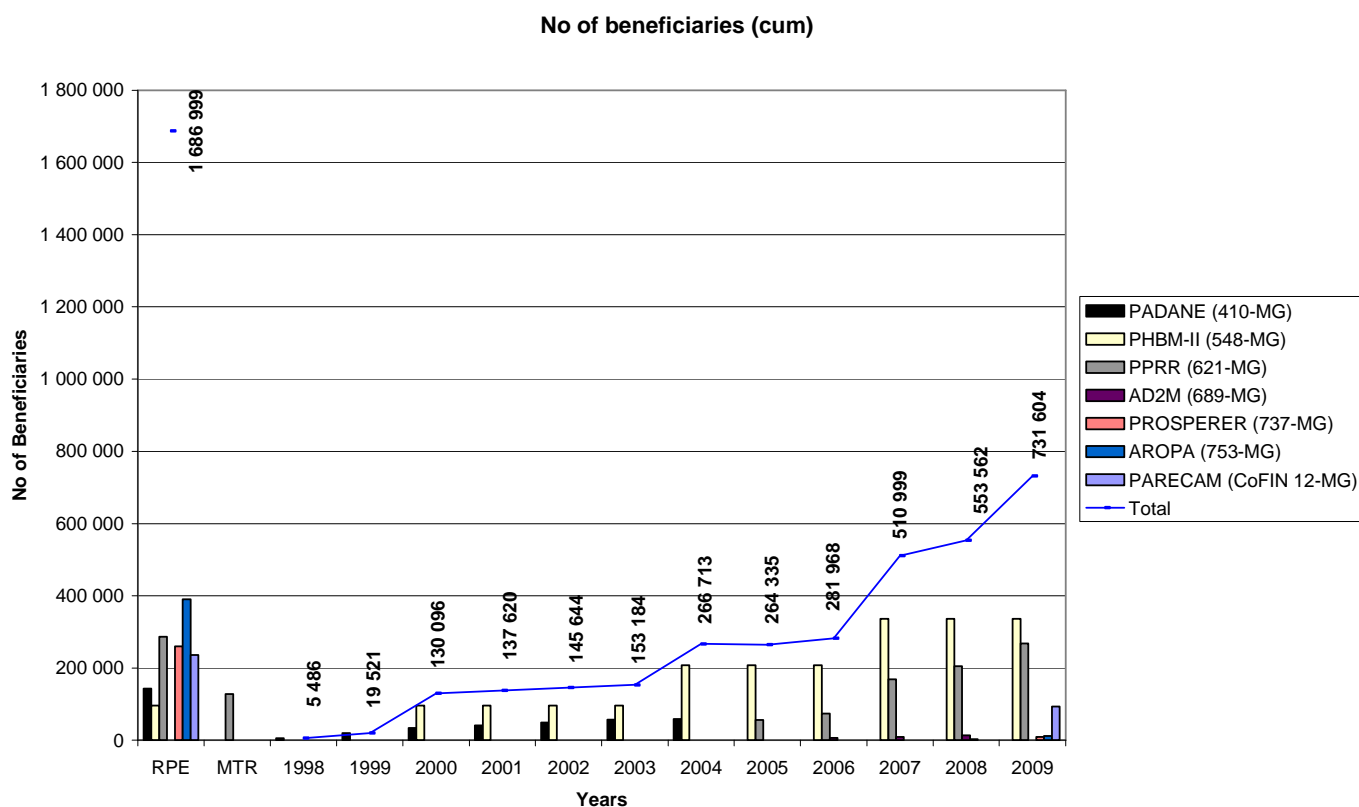
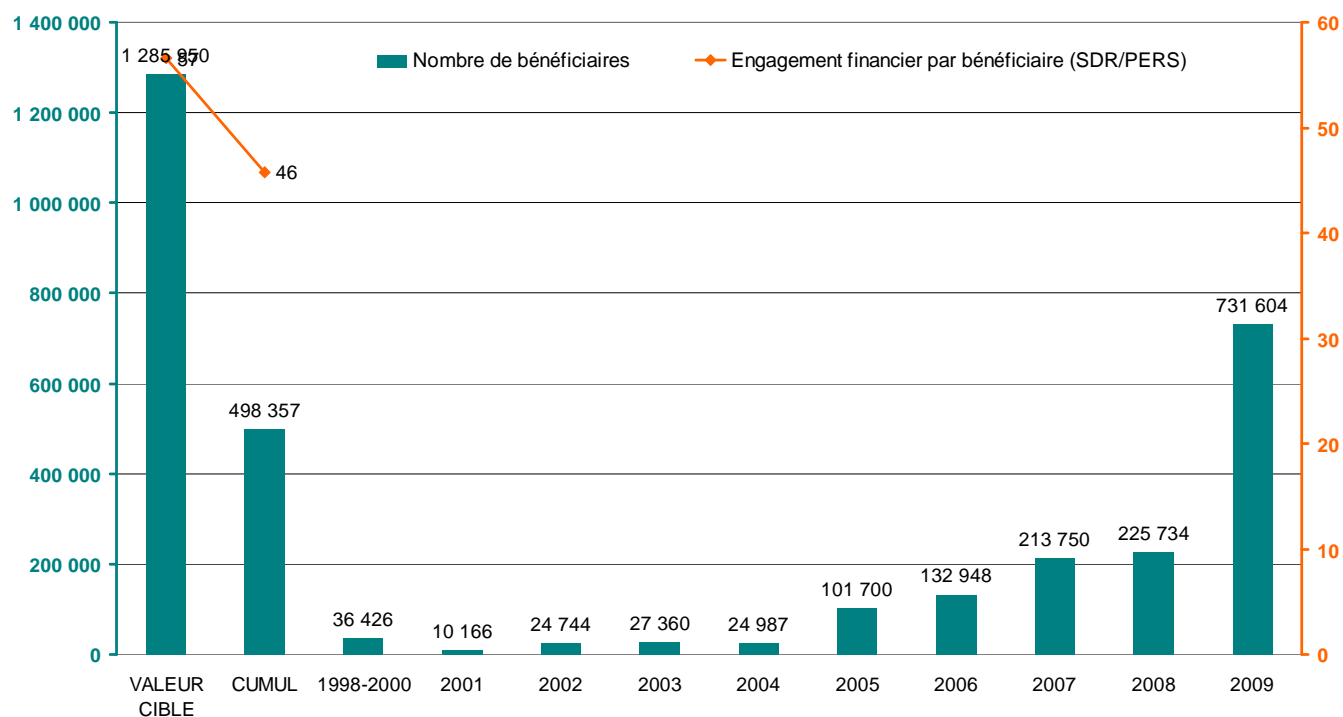


Figure 3: Nombre total de bénéficiaires et analyse de l'engagement financier (DTS) par bénéficiaire



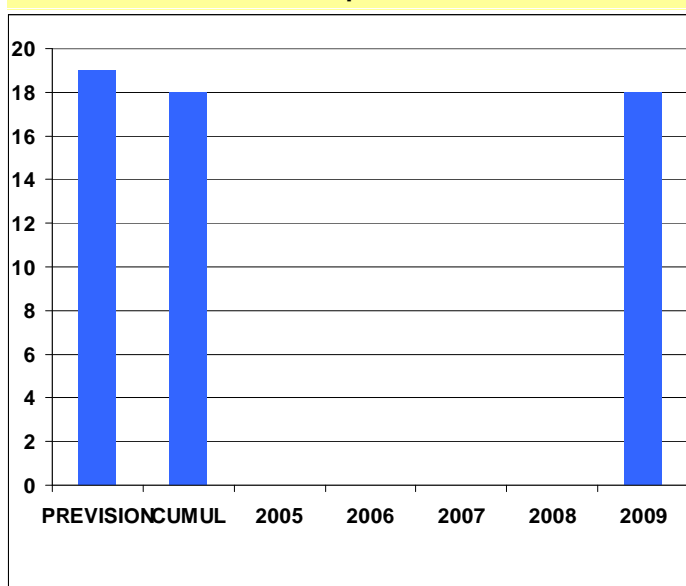
Chaque objectif présenté dans les cadres logiques des différents projets est lié à un des trois objectifs spécifiques du COSOP. Par conséquent, certains des indicateurs clés employés pour suivre les objectifs de projet sont également reflétés dans la structure du COSOP, qui est aussi liée MAP et au système de résultats corporatifs du FIDA (MfDR).

Quelques indicateurs d'Objectif Spécifique provenant du tableau SE COSOP sont repris et analysés ci-dessous. Ceci permet d'obtenir un aperçu sur le Programme pays au 31 décembre 2009 (pour voir tous les indicateurs, consultez le fichier Excel).

Objectif Spécifique 1: Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services, à savoir : (i) services d'appui, (ii) sécurisation foncière, (iii) services financiers.

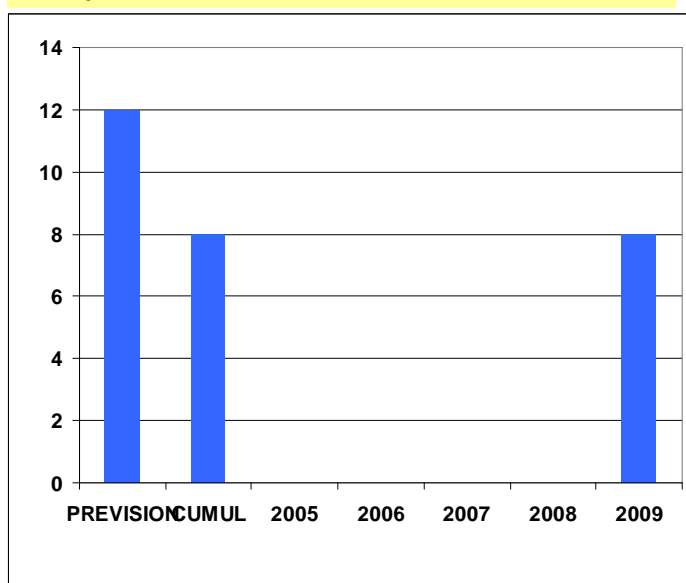
(i) Service d'Appui

Bureau de GUMS/IF mis en place



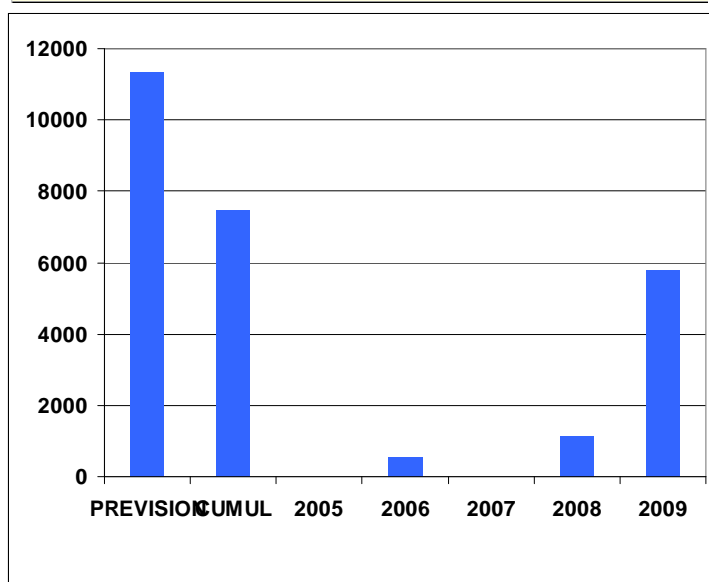
18 GUMS sont maintenant en place et 38 conseillers agricoles ont été recrutés, formés et assumés leurs fonctions. Les efforts des CE se sont focalisés sur les activités d'identification, de validation et d'organisation des MER/PER. Cette tendance sera maintenant inversée en appui et accompagnement de ces derniers à partir de 2010. A ce jour, 2 994 MER possèdent un Bilan-Plan d'entreprise (BPE). Afin d'éviter toute confusion sur les fonctions des GUMS et CSA, il s'avère nécessaire de distinguer leurs sphères d'intervention et ainsi éviter des duplications. La mise en place des GUMS au début du Projet permettra un suivi assez étendu, qui a son tour permettra d'affiner les services afin de bien répondre aux demandes des bénéficiaires.

CSA opérationnels



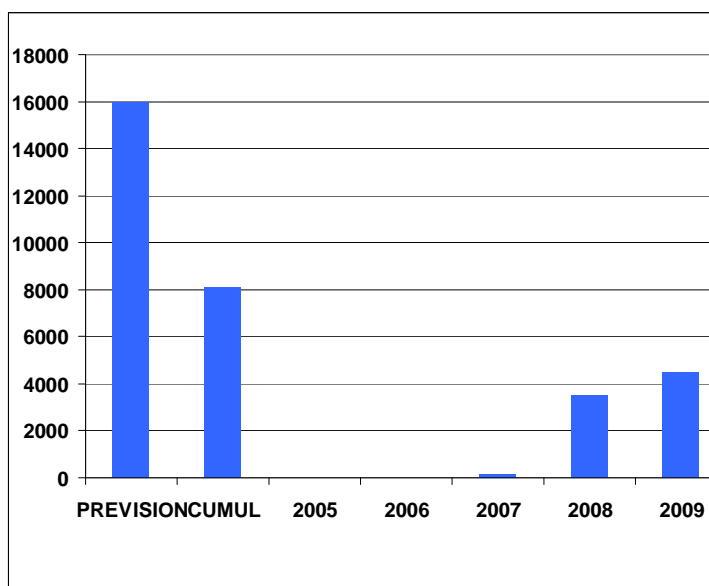
Les demandes de services aux 8 CSA opérationnels ne cessent d'augmenter, mais jusqu'à maintenant juste une infime partie est satisfaite. Pour les producteurs accompagnés par le projet AROPA, 36 sur les 104 mini-projets professionnels déposés, soit 35%, ont été financés. Ces demandes touchent environ 59 ménages dans l'ensemble des régions d'intervention du Projet (une proportion très faible par rapport aux groupes ciblés). Ceci est causé par un goulot d'étranglement au niveau des guichets FRDA qui se limitent au service (formation) et appuis conseils. Pour palier à ce problème, AROPA entend abonder deux FRDA pour permettre l'ouverture des guichets offrant la possibilité aussi de financement des infrastructures et équipements productifs.

Périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état



Le taux élevé de réalisation est dû principalement à l'appui du projet PARECAM qui a contribué à l'aménagement de plus de 4 600 ha de périmètres irrigués dans les régions d'Alaotra Mangoro, Itasy, et Menabe. Ceci permettra un accroissement des surfaces emblavées et réduira la durée de travaux des femmes. D'autres travaux sont en cours pour les régions Atsinanana, Analanjirofo, Anosy et Haute Matsiatra.

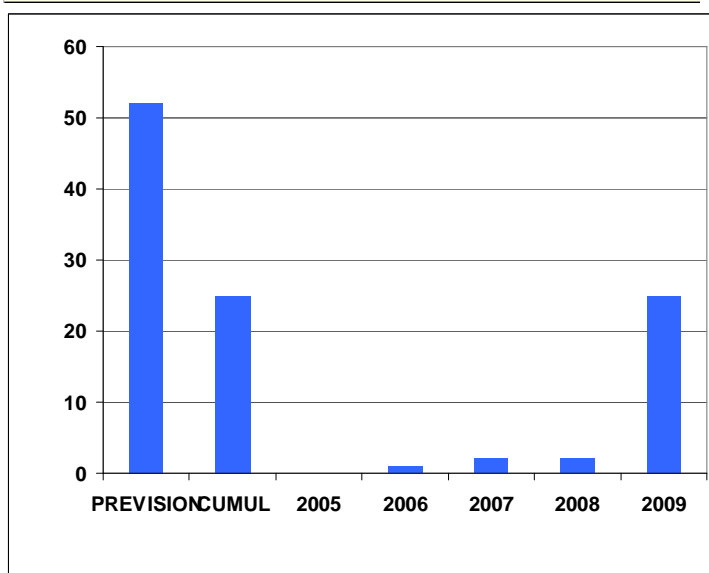
Production rizicole



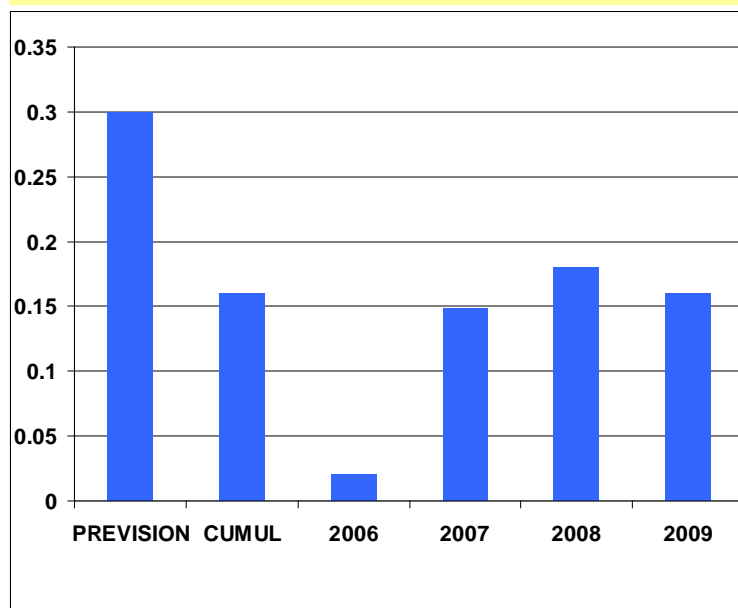
Le deuxième semestre coïncide avec la contre-saison (avril-novembre), donc pas d'augmentation dans la production de riz. Cependant avec la distribution de plus de 13 t de semences améliorées et l'aménagement d'environ 2, 000 ha de terres rizicoles par le biais du projet PARECAM, on envisage une augmentation additionnelle d'environ 10 000 t de riz paddy pour la prochaine saison.

(ii) Sécurisation Foncière

Guichets fonciers opérationnels



25 guichets fonciers sont maintenant opérationnels dans les régions d'interventions des Projets FIDA (9 à PPRR, 13 à Ad2M, et 3 PROSPERER). Ceci grâce à la formation et la mise place des agents fonciers aussi bien que l'élaboration des PLOF (confectionnés sur la base des photos aériennes sur le fonds MCA et validés par le PNF). Le nombre de demandes et de certificats fonciers délivrés devrait significativement augmenter dès le prochain semestre. PPRR envisage la distribution de plus de 3 000 certificats en 2010.

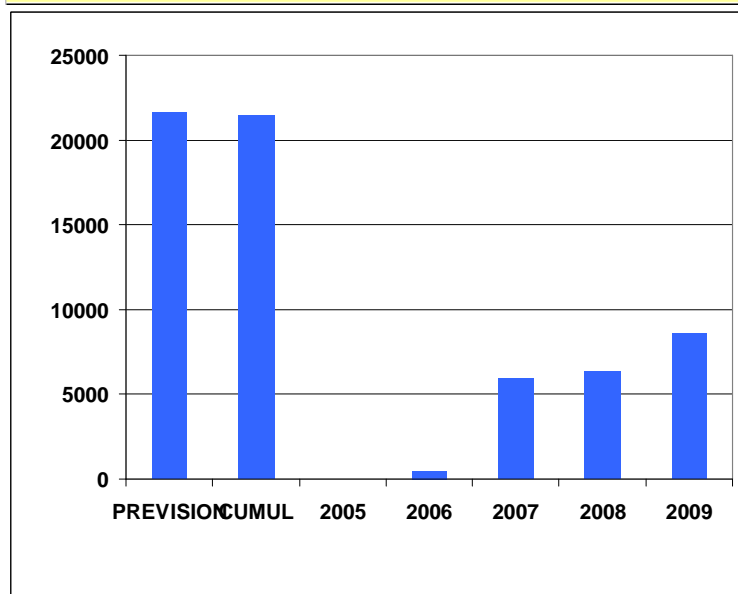
*(iii) Service Financier***Taux de pénétration des institutions de financement**

Ad2M: Un projet de protocole avec le réseau CECAM mais également avec SOAHITA est en cours de conclusion pour la mise en place de 5 guichets de services à partir de 2010.

PROSPERER : 3 IMF ont été retenues pour la densification des réseaux de micro-finance, à savoir CECAM, TIAVO et PAMF. Les conventions sont signées. La création de 17 nouveaux points de services vont démarrer dès janvier 2010.

PPRR maintient son taux de 16% avec 11 points de services partenaires.

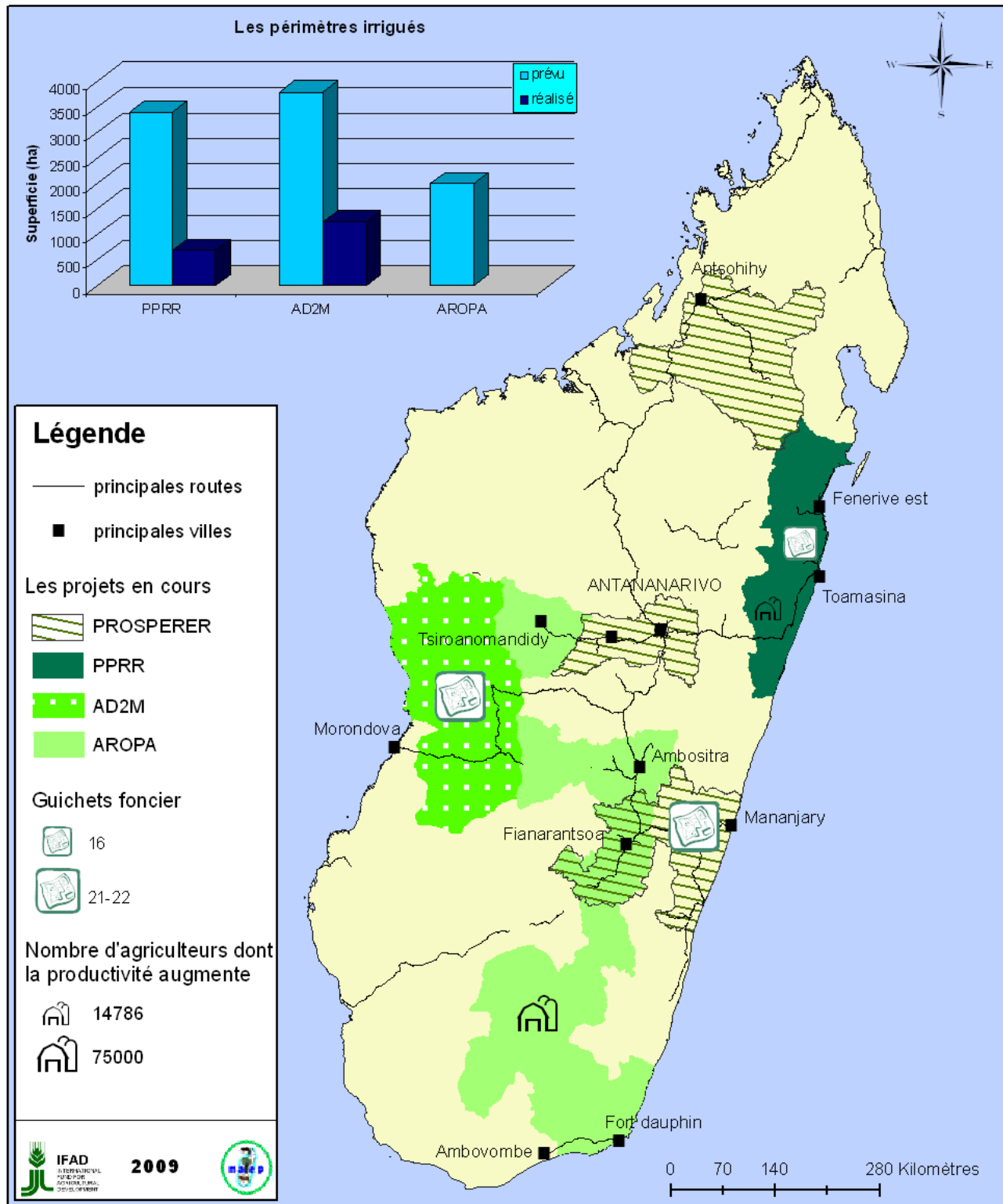
Maintenant que PROSPERER et AD2M ont signé les conventions, les résultats des activités financières devraient être plus palpables.

Epargnants volontaires

PPRR enregistre plus de 8 600 épargnants à la fin de 2009, dont 75% des femmes, sur sa cible de 9 000 pour 2009. Le résultat est très encourageant et montre que les bénéficiaires commencent à développer la culture de l'épargne. La culture de l'épargne est importante et aidera à réduire la dépendance des ménages au système traditionnel.

Figure 4 : Carte montrant quelques indicateurs de l'objectif stratégique 1

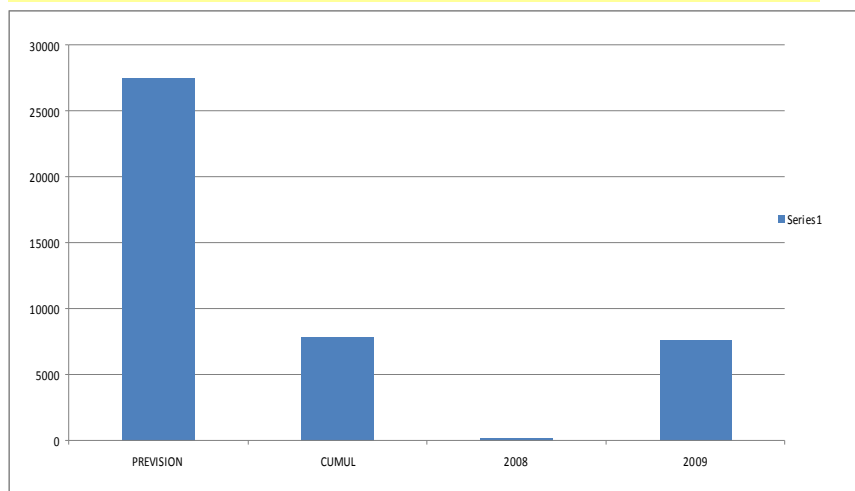
AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES ET AUX RESSOURCES: PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS



Objectif Spécifique 2 : Accroissement des revenus des ruraux pauvres par la diversification et des activités agricoles et la promotion de l'entreprenariat rural.

(i) Développement des petites et moyennes entreprises rurales

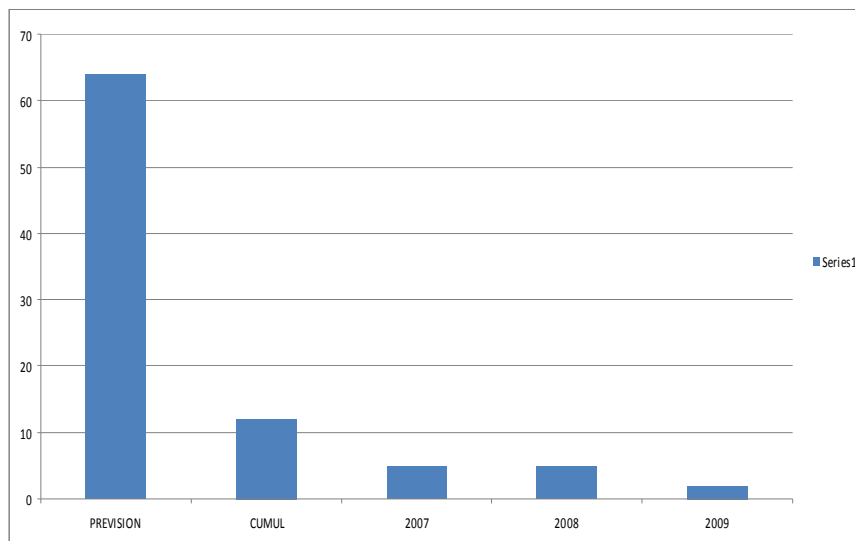
Entreprises rurales ayant bénéficiées des services du projet



Au 31 décembre 2009, les bénéficiaires directs de PROSPERER comptent plus de 7 600 MER, elles ont bénéficiées des appuis non financiers entre autres: les formations et l'élaboration des bilan-plans d'entreprises ou business plan élaborés.

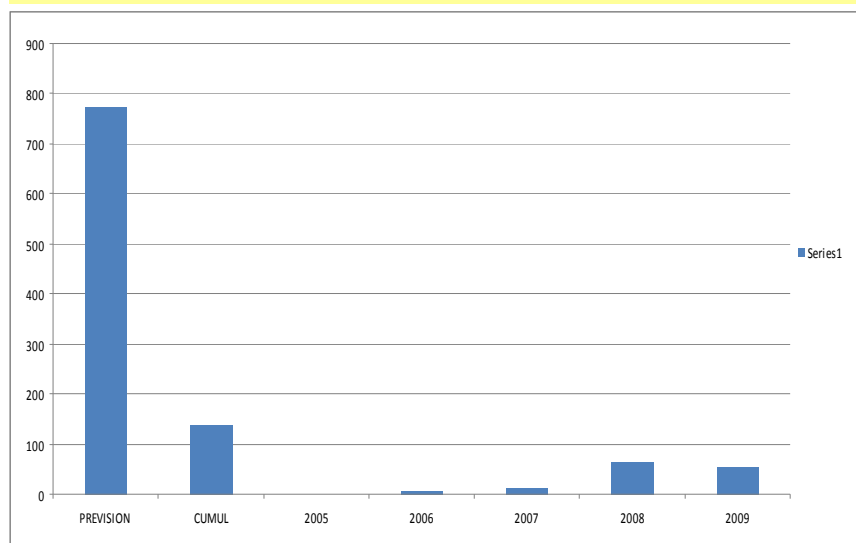
Le classement des MER/PER validés par catégorie (naissantes, à potentiel, et en croissance) permettra au PROSPERER de fournir des appuis différencier aux MER en fonction de leur stade de développement.

GCV construit



Dans le cadre du projet PARECAM, 5 GCV sont en cours de construction (réalisé à 60%) et 13 GCV et 2 magasins de stockage sont prévus d'être construits au cours du premier semestre 2010. Les 4 projets FIDA ont établi des relations de travail avec les IMF présents dans leur zone, ce qui devrait permettre un développement accru des GCV et des services financiers associés en 2010.

Routes construites/remises en état

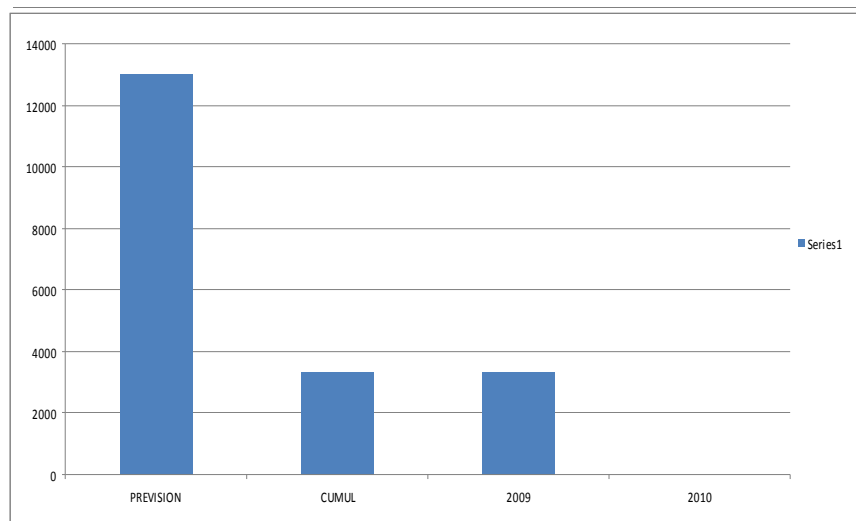


Près de 140 km de pistes ont été construites ou réhabilitées seulement au niveau du PPRR. Avec l'amélioration des conditions de transport, les paysans peuvent facilement sortir leurs produits et les produits de première nécessité descendent presque automatiquement dans les zones désenclavées.

Outre la crise politique, deux facteurs seraient à la base des retards enregistrés au niveau des autres projets, entre autres le non respect des délais contractuels de remise des rapports requis, particulièrement en raison du paiement tardif des prestations.

(ii) Formation Professionnelle

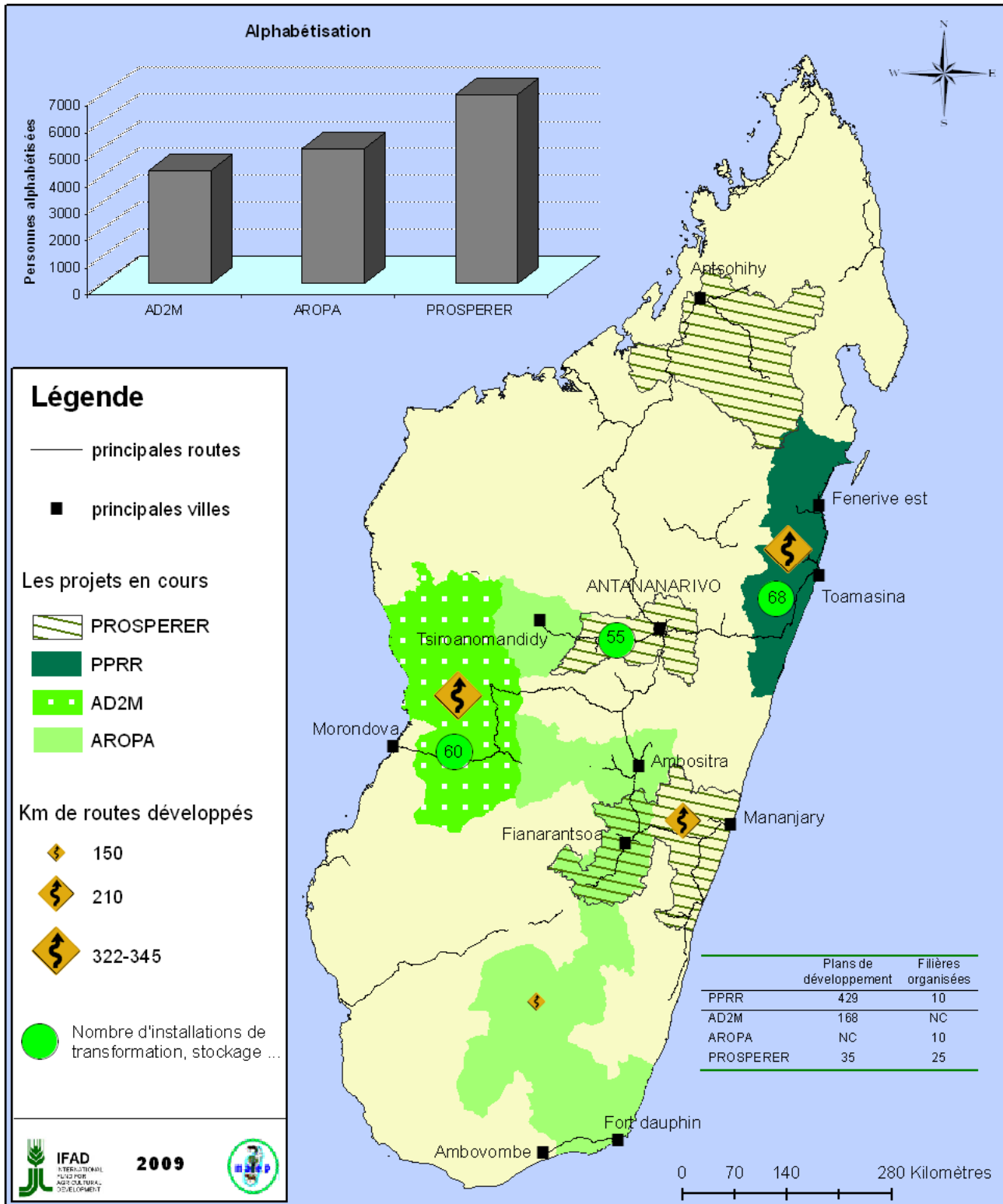
Personnes formées en affaires et entrepreneuriat



Plus de 3 300 personnes ont été formées en affaires et entrepreneuriat, incluant les MER, prestataires de services et les responsables du Projet PROSPERER. Sur les 500 jeunes prévus pour la formation en apprentissage en 2009, plus de 420 ont été formés. Les métiers les plus fréquentés par les apprentis incluent la couture/broderie, la vannerie, la menuiserie, la mécanique auto, et l'apiculture.

Figure 5 : Carte montrant quelques indicateurs de l'objectif stratégique 2

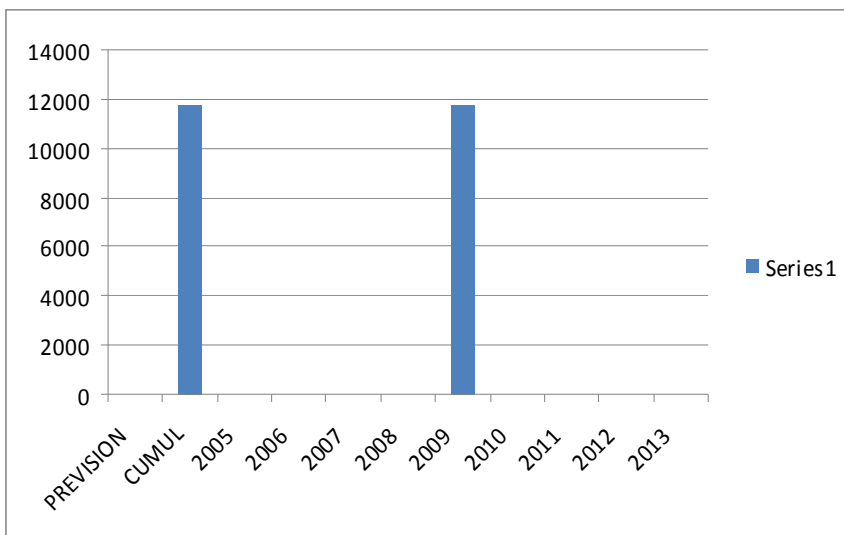
FAVORISER LA DIVERSIFICATION AGRICOLE ET L'ENTREPRENARIAT RURAL: PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS



Objectif Spécifique 3 : Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques

Renforcement des Organisation Professionnelles

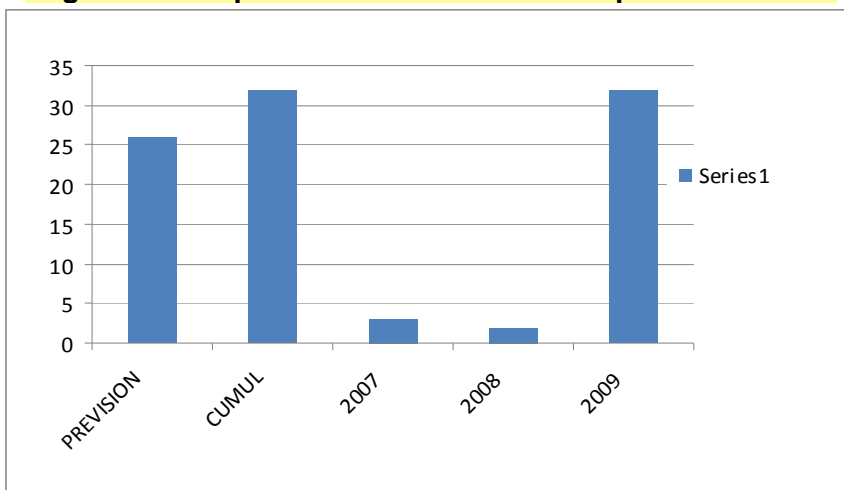
Membres des Groupes communautaires et/ou d'organisations professionnelles



Les 3 projets (PPRR, PROSPERER et AROPA) impliqués dans l'appui aux OP ont appuyé plus de 1 180 organisations paysannes, représentant plus de 11 700 paysans. Le renforcement des capacités des OP porte principalement sur les aspects techniques, l'organisation et la gestion.

Le PROSPERER appuiera l'émergence d'une dizaine d'organisations professionnelles et la promotion de 5 PCAF régionales ou interrégionales en lien avec les associations professionnelles (les chambres de métiers, les CCI, le CENAM et le CERAM).

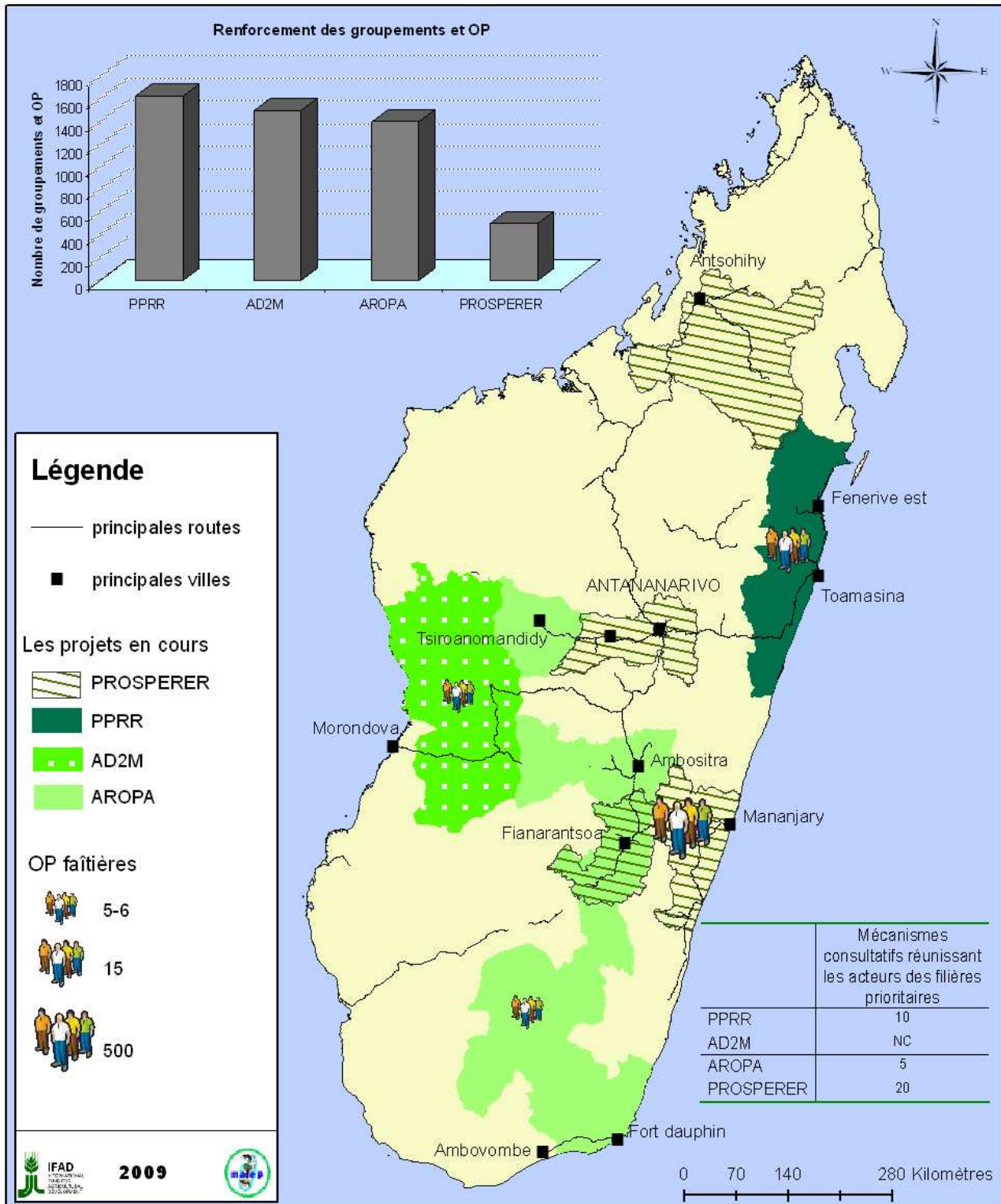
Organisations professionnelles faitières opérationnelles



Les organisations par filières sont encore peu développées dans les autres projets à part le PPRR. Cependant les concertations entre les organisations agricoles nationales et le MINAGRI sont régulières. Désormais, le point faible reste la capacité insuffisante des OPF à fournir des services à leurs membres. L'accompagnement du projet AROPA aux OPR devrait aider à réduire cette faiblesse.

Figure 6 : Carte montrant quelques indicateurs de l'objectif stratégique

RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES: PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS



Conclusion

Les nouveaux projets PROSPERER et AROPA vont entamer leur troisième et deuxième année respectivement d'exécution. Ce qui veut dire que 2010 devra être une année de réalisation pour tous les projets FIDA. Le projet PROSPERER est en bonne voie à l'atteinte de sa vitesse croisière grâce à la mise en place rapide des GUMS. Il a élaboré sa situation de référence dans sa deuxième année d'exécution ce qui assurera un suivi correct des indicateurs clés. 2010 sera décisive pour la réussite du PARECAM qui sera mesurée à la production additionnelle qu'il aura engendrée et aux filets qu'il aura mis en place pour sécuriser la production la production et les revenus qu'en tirent les petits producteurs. Désormais, les engagements financiers et nombre de bénéficiaires touché devrait significativement augmenter pour le programme pays en 2010.